



Le changement climatique a toujours le dos large. Il ne fait pas bon être céréalier et encore moins éleveur depuis la LEMA 2006 et plus particulièrement depuis 2015. Une « science » sans conscience, spontanée et dogmatique, leur explique cyniquement que rien ne va plus pour eux.

Le problème est structurel et politique : quels paysages et quelle agriculture voulons-nous pour demain ? Accessoirement, que voulons-nous dans notre assiette ?

- Après les 30 glorieuses où tout le monde a travaillé jusqu'à l'épuisement physique pour nourrir la famille et relever la France, tous les parents aspiraient pour leurs enfants à de brillantes études pour devenir notaire, avocat, aviateur ou chirurgien.
- Après 1968, le travail manuel fut dévalorisé et les études agricoles très clairement dédaignées. Les prétentions de situations prestigieuses ont été à 95% revues à plus de modestie et de réalisme, mais peu importe, il y avait encore du travail pour tous.
- Dans les années 1980, en guise de principe pédagogique, les professeurs de l'enseignement général répétaient à leurs élèves « *vous êtes nuls et il n'y a pas de travail* ».

Depuis 2000, des véganes 100% urbains et des écologistes remplissant leurs piscines dans les lotissements et achetant quatre produits par semaine sur Amazon, expliquent doctement aux paysans qu'ils portent sur leurs épaules tous les maux de la planète.

Ils s'autorisent à stigmatiser l'acte de production :

- les céréaliers consomment trop d'eau et polluent,
 - les produits des éleveurs sont devenus indésirables selon les médias. Leurs prix baissent à la production pour que la grande distribution conserve ses énormes bénéfices depuis 40 ans.
- Les écologistes jettent l'opprobre sur la viande et DANONE, après avoir constitué un empire financier sur le lait, ne veut plus l'acheter car il a désormais de bien meilleures marges à faire ailleurs.

En perspective

- les paysans appliquent les principes techniques inculqués au cours de leurs études agricoles, inventées après le plan Marshall, calquées avec 25 ans de décalage sur les techniques alors appliquées aux USA.

Tel était l'enseignement agricole du CAP à l'Agro. Il n'y a eu qu'une seule trajectoire, la « meilleure », celle d'un système qui pousse à produire beaucoup.

- ils ont dû s'adapter et s'endetter à nouveau pour répondre aux exigences de la mondialisation dans un contexte où ils devaient produire plus vite et surtout moins cher.
- en 2021, leur seule faute est d'avoir appliqué ce qui leur avait été enseigné et financé. Et très accessoirement pour les éleveurs, en travaillant au minimum 12h/jour, 360 jours/an pour un revenu de 350 € à 1000 € /mois. Qui dire pire, alors que les 150 milliards d'euros volés aux Etats de l'UE par des traders-hackers n'émeuvent pas les foules ?
- Quel discours offre-t-on aux jeunes candidats pour relever le défi d'un monde agricole vieillissant ? Quels arguments socio-économiques leur présente-t-on pour les inciter à s'engager dans cette galère conduisant trop souvent à la faillite et au suicide ?

Discussion

• Toutes les critiques actuelles faisant porter sur les épaules des exploitants agricoles les conséquences des pratiques qui leur ont été imposées par l'Etat, puis l'UE, puis les coopératives, et enfin sous le glaive des multinationales nous semblent dogmatiques, inappropriées et superfétatoires.
On se préoccupe plus d'adapter l'agriculture au changement climatique que de l'adapter à ceux qui la pratiquent, on parle plus du bien-être animal que du mal-être chez certains paysans.

Les paradigmes seraient-ils à changer ?

Certes, mais quand l'OFB fait ce constat finalement assez partagé (*) :

- quelles furent les perspectives pour anticiper ? où est l'autre modèle ?
- quelle profession est-elle autant la cible de toutes les critiques faciles ?
- **quels itinéraires techniques vertueux viables propose-t-on en 2021 aux paysans pour qu'ils travaillent sans devoir affronter l'opprobre et les affronts sociétaux actuels ?**

Nous avons déjà pointé la grande pauvreté du Conseil scientifique de l'OFB.

A part le fait d'implorer et de se retrancher inlassablement depuis 12 ans -quel que soit le sujet- la « recherche de la connaissance » cela n'a pas empêché l'OFB d'avoir des exigences de prescriptions « sans connaissance » depuis 2010.

Hormis les préconisations basiques de restrictions-répression, nonobstant l'état des lieux du passé et des truismes incontestables des impacts sur la planète, l'OFB n'a encore publié aucune étude scientifique (sauf erreur), ni produit aucune prospective pour contribuer à changer les modèles agricoles à proposer (immédiatement, pas dans 20 ans) aux rares candidats hors cadre familial à l'installation. Il y a grande urgence.

Dans ces conditions, l'OFB donne un avis (cela n'engage à rien) et la SAFER pourrait encore encourager implicitement l'agriculture industrielle résultant de regroupements d'exploitations libres sans preneur...de quoi parachever l'exode rural.

Tant pis pour la planète, tant pis pour l'emploi et la valorisation des territoires ruraux et très accessoirement, tant pis pour Varenne avec moins d'eau ?

OFB_Varenne de l'eau agricole

(*) La France reçoit 503 milliards de m³ de précipitations. En déduisant 314 milliards de m³ d'évaporation, la pluie efficace qui rejoint les cours d'eau et alimente les nappes d'eau souterraines est estimée à environ 190 milliards de m³.

Or 33 milliards de m³ sont consommés.

**157 milliards de de m³ rejoignent la mer qui n'a pas besoin d'eau.
En guise de perspectives, le discours des restrictions est-il crédible ou
plutôt au service d'une doctrine ?**